

Lot. Ils demandent un moratoire sur la ligne ferroviaire Cahors-Capdenac



Un rassemblement était organisé vendredi 29 janvier 2021 à la gare de Capdenac pour défendre la ligne ferroviaire Cahors-Capdenac.

Vendredi 29 janvier 2021, à l'appel des **syndicats cheminots CGT de Capdenac et du Quart Nord-Est Midi-Pyrénées**, une soixantaine de personnes a participé au rassemblement organisé à la gare visant à réclamer un **moratoire** et la **réouverture de la ligne ferroviaire Cahors-Capdenac**.

Un bureau d'embauche

En parallèle à ce rendez-vous, la CGT cheminots de Capdenac a tenu un bureau d'embauche en réponse aux difficultés de recrutement de la SNCF, témoigne **Gilles Tillet, pour la CGT cheminots**. « La direction de la SNCF prétend qu'elle a du mal à recruter des jeunes et des privés d'emplois sur certains postes. En ce sens, comme la question de l'emploi anime le quotidien de l'ensemble de nos revendications, nous avons organisé aujourd'hui notre propre bureau de recrutement. Celui-ci a récolté un vif succès avec 40 dépôts de candidatures. »

Il rappelle la récente lutte menée afin de sauvegarder des postes d'agents menacés sur les gares de Capdenac, Assier et Gramat. « **Les cheminots de notre site ont mené un combat fin 2020 qui nous a permis de maintenir ces quatre postes**. La SNCF doit continuer à répondre aux besoins de la population malgré la situation de pandémie. Afin d'exiger le maintien et le développement du service public ferroviaire, un comité a été créé. »

Les manifestants sont contre le déferrement de la ligne Cahors-Capdenac

Gilles Tillet revient sur la ligne Capdenac-Cahors et son utilité. « Pour les partisans de la voie verte, on est sur une autre époque. On doit ici se poser la question du train. **La réhabilitation de cette ligne serait une chance inouïe pour notre territoire**. L'avenir des générations futures impacte des moyens de transport plus propre... Le mode ferroviaire public répond à ces enjeux. La ligne permet le désenclavement de notre Département, avec une diminution du temps de trajet, du nombre de camions sur nos routes. Nous demandons un moratoire pour cette ligne. »

Un représentant de Cap à Gauche poursuit le propos. « **Nous ne sommes pas contre la voie verte, mais sur le fait de mettre une piste de vélo à la place du rail...** Le train est une bonne réponse. Les lignes qui rouvrent, ça existe, même 40 ans après. Le déferrement serait irréversible et condamnerait les Lotois au tout routier. »

Jacques Montal, pour l'Association de la gare d'Assier et de promotion du rail, est sur le même ton. « La réhabilitation de cette voie a toute son utilité dans le développement du territoire. **Nous interpellons le préfet du Lot sur la nécessité de ne pas défermer, pour le maintien de ce maillage ferroviaire entre le Lot et l'Aveyron**. Nous ne sommes pas opposés à la voie verte. On est pour la complémentarité du train et du vélo en toute intelligence. **On se retrouve aujourd'hui sur le redémarrage et la relance d'un débat contradictoire que nous réclamons avec le conseil départemental du Lot**. Le premier levier pour réhabiliter cette ligne est d'interpeller le conseil régional d'Occitanie, qui s'est prononcé en 2017 contre son déferrement. »